

Autriche

La résistance syndicale marque des points. Inutiles ?

Christian DUFOUR

Fin mai 2000 les élections aux chambres des travailleurs (AK) sont presque terminées¹. Après le vote en novembre du Land de Vorarlberg, de plus grosses régions ont été appelées aux urnes après la formation du nouveau gouvernement. Début mai 2000, près de la moitié des Länder avaient procédé au renouvellement des administrateurs des AK à leurs scrutins, mais la majorité des électeurs n'avait pas encore été convoquée. Vienne en particulier votait du 2 au 19 mai. Ce calendrier a participé à la dramaturgie des résultats et des commentaires. Il illustre surtout un changement profond d'ambiance sociale et politique en Autriche.

Reprise du terrain contre le gouvernement, défaite des libéraux

Les élections en Vorarlberg se sont déroulées au cours des négociations pour la formation du gouvernement. Elles ont montré que la fraction SPÖ (social-démocrate) de l'ÖGB pouvait tout craindre de la reconduite de la coalition entre socialistes et démocrates-chrétiens. Elle a perdu près de la moitié de son audience, au

profit de toutes les autres listes. Cette alerte électorale a été entendue par les syndicalistes, qui ont fait pression contre le renouvellement d'une alliance qui supposait la mise en place d'un programme inacceptable par la base.

Les élections suivantes sont survenues au Tyrol, en mars, deux mois après la formation du gouvernement ÖVP-FPÖ. Elles ont profité largement aux démocrates-chrétiens régionaux dans un de leurs fiefs traditionnels, encore au détriment des sociaux-démocrates. Mais cela coïncidait avec des positions originales du leader syndical chrétien-démocrate régional. Il s'oppose à la coalition de l'ÖVP avec le FPÖ. Et il commente ses résultats triomphaux contre les sociaux-démocrates et contre le FPÖ comme le signe que les électeurs sont défavorables au compromis gouvernemental.

Les élections suivantes se déroulent dans des régions où les sociaux-démocrates sont prééminents, alors que la lutte contre la nouvelle coalition s'est organisée sur le terrain, et pendant que le gouvernement fait part de ses intentions en

1. Cf. Christian Dufour, « Autriche, Elections aux chambres du travail : préparation à un test de vérité » *Chronique Internationale de l'IRES*, 63, mars 2000, pp.5-12.

AUTRICHE

Elections AK 2000, les premiers résultats des Länder jusqu'à avril 2000 (en %)

		Electeurs	% de votants	FCG (SPÖ)	ÖAAB (ÖVP)	FA (FPÖ)	AUGE/JUG (verts)	GLB (gauche)	BMS (divers)
Voralberg	2000	102,384	45,40	16,11	60,01	12,74	3,38	0,59	7,17
	1994	117,831	28,49	27,90	56,17	11,52	0,00	0,00	0,00
Tyrol	2000	196,702	59,41	18,50	64,40	8,60	5,30	0,40	2,90
	1994	216,456	26,68	35,60	45,60	13,10	5,30	0,30	0,00

Note : SPÖ = sociaux-démocrates ; ÖVP = démocrates-chrétiens ; FPÖ = libéraux ; AUGÉ = Verts ; GLB = gauche syndicale et communistes.

matière sociale. Les sociaux-démocrates y connaissent une série de succès. Cela est particulièrement vrai en Haute-Autriche (Oberösterreich), Land le plus peuplé après Vienne. Les sociaux-démocrates du FSG y gagnent dix points et obtiennent ainsi les deux tiers des voix. Les socialistes y avaient insisté sur les enjeux du vote pour s'opposer au programme gouvernemental. Surtout, le FPÖ y perd un tiers de son audience électorale. Il recule dans tous les autres Länder, même si c'est dans des proportions moindres. En Carinthie, fief de Jörg Haider, il

s'effrite de 20,9 à 19 %, face à un FSG qui renforce ses propres positions¹.

Ces résultats montrent que les menaces d'une implantation renforcée du FPÖ auprès des salariés peuvent être contenues, et même que ses positions peuvent être sévèrement attaquées. Dans des contextes régionaux tous spécifiques, le FPÖ connaît une série de défaites. Il se voit privé de la marche triomphale vers Vienne qu'il avait imaginée. Vienne vote parmi les derniers et regroupe près d'un tiers des électeurs aux AK.

Les résultats des élections à Vienne étaient attendus avec d'autant plus de fê-

Elections AK 2000, résultats des Länder jusqu'à la mi-mai 2000 (en %)

		Electeurs	% de votants	FCG (SPÖ)	ÖAAB (ÖVP)	FA (FPÖ)	AUGE/JUG (verts)	GLB (gauche)	BMS (divers)
Salzbourg	2000	164,137	45,32	59,36	21,70	12,06	4,92	1,05	1,46
	1994	181,722	31,31	58,00	23,70	14,30	2,80	0,50	0,70
Carinthie	2000	140,322	49,90	66,40	13,50	19,00	0,00	1,10	0,00
	1994	166,042	34,00	62,90	11,60	20,90	0,00	0,80	3,80
Haute-Autriche	2000	414,828	51,95	65,96	19,40	10,35	3,23	0,72	0,34
	1994	452,994	34,59	56,46	24,71	15,69	1,79	1,45	0,00
Burgenland	2000	61,506	52,89	64,00	26,73	7,06	2,22	0,00	0,00
	1994	63,923	47,13	58,10	32,30	9,60	0,00	0,00	0,00

1. Le (nouveau) leader du FSG/ÖGB de ce Land est très contesté dans son organisation, à l'extérieur du Land. Il lui est reproché de ne pas se différencier très profondément de certaines orientations du FPÖ, avec lequel il gouverne d'ailleurs en tant que vice-président élu sur la liste SPÖ le Land que J. Haider préside.

LA RESISTANCE SYNDICALE MARQUE DES POINTS

Elections AK 2000, résultats des autres votes connus au 20 mai (en %)

		Electeurs	% de votants	FCG (SPÖ)	ÖAAB (ÖVP)	FA (FPÖ)	AUGE/UG (verts)	GLB (gauche)	BMS (divers)
Vienne	2000	610,596	46,10	64,40	16,50	8,80	4,70	1,00	4,90
	1994	686,040	27,54	57,80	17,10	15,80	3,20	1,50	4,60
Basse Autriche	2000	381,435	50,50	64,35	23,39	7,33	2,84	Ns	Ns
	1994	430,604	33,51	56,40	29,00	10,40	1,20	1,10	1,90
Styrie	2000								
	1994	359,554	29,52	53,80	26,90	15,30	2,30	1,70	0,00
Autriche	2000								
	1994	2 675,166	31,05	54,30	26,10	14,30	1,80	1,20	2,30
	1989	2 039,176	47,9	59,8	29,1	7,70	0,0	0,5	
	1984	2 000,547	63,5	58,7	36,5	2,5	0,0	0,3	

Note : Les résultats pour la Styrie manquent à la date d'écriture de l'article. Ils sont là pour mémoire, ainsi que ceux concernant l'ensemble de l'Autriche.

brilité dans les états-majors syndicaux et politiques. Les élections y ont commencé le 2 mai après que le SPÖ eut organisé son congrès les 30 et 31 avril et y eut changé de leader. Le parti socialiste qui, comme représentant principal du mouvement ouvrier organise traditionnellement les manifestations du premier mai, a pu se réjouir du succès des manifestations ce jour-là. Plus de cent mille personnes étaient présentes à Vienne, en clôture du congrès, dans une atmosphère combative tranchant avec les difficultés internes connues pendant les longs mois de négociation pour la formation du gouvernement (octobre-janvier).

Réunissant ainsi plus du double de la foule habituellement mobilisée à cette occasion, le SPÖ semblait avoir retrouvé une base active et renouvelée, dans laquelle les syndicalistes jouent un rôle important. Le SPÖ envisageait lors de cette manifestation que les résultats aux élections de AK de la capitale seraient pour la coalition une défaite si nette qu'elle re-

mettrait en question la légitimité du gouvernement (*Der Standard*, 2 mai 2000).

Ses espoirs électoraux n'ont pas été déçus au dépouillement le 19 mai. Le SPÖ fait plus que stopper les reculs qu'il avait enregistrés au cours des dernières consultations. Partant, avec près de 58 %, d'un point déjà haut il parvient à progresser jusqu'à 64,4 % ; il se renforce surtout au détriment du FPÖ qui recule à 8,8 % perdant ainsi la moitié de sa part électorale. L'ÖVP limite ses pertes à 0,6 point. Les Verts profitent de ce reclassement de l'électorat en progressant de façon proportionnellement significative à 4,7 %.

Ce résultat dans la capitale est accompagné de progressions aussi très importantes pour les sociaux-démocrates dans le Land de Basse-Autriche. Ils approchent là aussi la majorité des deux tiers. Les libéraux y perdent un tiers de leur part électorale, et les chrétiens-démocrates y reculent de 29 % à 23,4 %.

Avec une participation électorale renforcée, un désaveu cinglant aux libéraux

Le taux de participation a partout fortement grimpé, sans que ce progrès compense les pertes des élections antérieures. Cette participation accrue n'est pas immédiatement interprétable en raison des changements survenus dans les possibilités d'accès aux scrutins. Les votes par correspondance, facilités depuis les dernières élections, se sont développés. Les élections se sont déroulées sur une période plus longue (deux à trois semaines), pendant les jours de travail et sur les lieux de travail pour les salariés. De plus, des électeurs dispersés à qui la possibilité de vote était ouverte préalablement devaient cette fois-ci manifester leur intérêt pour assurer leur inscription sur les listes électorales (chômeurs, apprentis, pré-pensionnés, etc.).

Deux caractéristiques se dégagent de l'ensemble de ces résultats

Cela explique la diminution parfois significative du nombre des électeurs inscrits. Il est difficile de départager ce qui revient aux modifications techniques, ce qui relève du zèle renforcé de l'appareil des AK autour de ce scrutin, et ce qui provient de la mobilisation des électeurs. L'accroissement de la participation résulte en tout cas d'une plus grande mobilisation des acteurs directement concernés pour légitimer ces élections.

Les chrétiens-démocrates de l'ÖGB (ÖAAB) voient leurs positions s'effriter, et connaissent des difficultés partout contre les sociaux-démocrates du FSG, sauf en Vorarlberg et au Tyrol. Les Verts (AUGE) se renforcent mais restent à des niveaux très modestes, la réaction des sociaux-démocrates ayant sans doute réduit les transferts de voix en leur faveur. Les

majorités respectives des deux principales fractions leur interdisent tout rôle stratégique dans d'éventuelles coalitions. Les syndicalistes de gauche (GLB) résistent mal à cette concurrence des Verts et disparaissent même de plusieurs Länder. De même, plusieurs listes « diverses » viennent généralement prendre des voix aux candidats du FSG sans constituer des alternatives. Les listes du SPÖ, mal parties dans les premiers scrutins, peuvent mesurer le chemin parcouru depuis début janvier et la formation du nouveau gouvernement, dans leur stratégie d'opposition.

Le FPÖ est le grand perdant de l'opération ; ses espoirs ne se sont pas confirmés ; il a pu mesurer à la fois la profondeur des implantations des organisations concurrentes, la capacité à se renouveler des appareils mis en cause par les bouleversements politiques et sa propre difficulté à passer du populisme électoral à la conquête durable du terrain social. L'échec du FPÖ à Vienne est d'autant plus grave que sa campagne avait été agressive et ses espoirs élevés.

Ces élections professionnelles renforcent d'autant moins le compromis gouvernemental, qu'elles surviennent après une série d'élections municipales qui ont profité considérablement au SPÖ dans le Land de Styrie (19 mars) et au SPÖ ainsi qu'à l'ÖVP en Basse-Autriche (2 avril). Dans les deux cas le FPÖ a aussi fait les frais de la nouvelle donne électorale.

L'avertissement politique peut être mis en relation avec le grand écart entre la propagande du FPÖ et ses choix gouvernementaux. Il s'est fait fort depuis de longues années d'être le représentant des petites gens (*des kleinen Mannes*). Mais la politique de la coalition est moins attractive que ses promesses électorales.

**Des mesures gouvernementales
impopulaires**

Le gouvernement a mis en chantier une série de mesures, officiellement destinées à réduire les déficits publics. Certaines d'entre elles sont d'application directe ; elles entreront en vigueur dans les prochains mois. D'autres demandent des négociations complexes et produiront plus lentement des résultats. Elles font l'objet de discussions intenses et embarrassent le gouvernement parce qu'elles offrent un terrain de critique à l'opposition justement lors de ces épreuves électorales auprès des salariés.

Parmi les premières comptent des augmentations de taxes sur des dépenses quotidiennes : le prix des vignettes automobiles va doubler à 1 100 schillings (550 FF), les taxes sur les assurances automobiles vont augmenter de 650 F par an pour des voitures moyennes, les cigarettes augmentent dans un premier temps de 50 centimes par paquet, l'électricité coûte nettement plus cher, le prix des passeports double, celui des cartes d'identité est multiplié par 2,5, les taxes sur les boissons et les aliments sont augmentées en même temps qu'un impôt sur la bière progresse de 50 %. La partie non remboursée des visites médicales va augmenter de 45 à 55 schillings et le forfait journalier hospitalier de 70 à 100. L'usage des ambulances est fortement taxé. La solde des appelés effectuant un service civil va être diminuée de près de 50 % à 3 648 schillings par mois, ce qui annonce une diminution de leurs effectifs sans que leur remplacement soit prévu. Le statut des gardiennes d'immeubles (*Hausbesorgerinnen*, une institution sociale) est abrogé, ce qui supprimera à terme 30 000 emplois dans le secteur social. Les dépenses courantes des services

publics sont révisées à la baisse, et les effectifs de fonctionnaires doivent être réduits de 9 000. L'ÖGB et l'AK dénoncent le fait que ces nouvelles taxes s'accompagnent d'allègements de charges en faveur des entreprises. Selon ces deux interlocuteurs, cela inverse les principes anciens de redistribution en faveur des plus riches. L'Arbeiterkammer, faisant le bilan des nouvelles taxes et des allègements, aboutit à un total de 13,3 milliards de schillings en moins pour les salariés et de 20,65 milliards en plus pour les entreprises et les indépendants qui obtiennent une réduction de 15 milliards sur les charges salariales, et des aides d'un montant de 6 milliards pour les agriculteurs. Le gouvernement répond qu'en contrepartie il augmente l'aide financière pour les congés parentaux, mais suivant des modalités que les syndicats stigmatisent comme anti-féministes.

Parmi les secondes comptent des mesures touchant au marché du travail et à la retraite. Les services de l'emploi voient leurs moyens réduits. Les subventions de l'Etat aux caisses de chômage sont diminuées, alors que le prolongement de la durée d'activité pour les ex pré-pensionnés risque d'aggraver le chômage selon l'AK. Le gouvernement voudrait aussi retarder l'âge d'arrivée à la retraite en prolongeant la durée de cotisation, spécialement pour les hommes préretraités qui devraient attendre 1,5 année de plus que 60 ans pour pouvoir partir s'ils prouvent 45 ans de cotisation (femmes : 55 ans et 40 ans) ; cette mesure demanderait cependant une modification constitutionnelle. Des négociations ont été entamées sur la retraite des fonctionnaires. Elles sont conduites, du côté gouvernemental par la vice-chancelière Riese-Sparrer, FPÖ, et du côté syndical par un syndicat où la majorité est claire-

AUTRICHE

ment en faveur des chrétiens-démocrates. Cela conduit à une radicalisation syndicale à l'encontre d'un gouvernement qui veut manifester à cette occasion sa souveraineté face à la tradition du compromis social et accentuer la rupture avec le récent passé de l'intervention des syndicats dans la vie nationale. Lors d'un meeting de l'ÖGB à Vienne, le 5 mai, le président de ce syndicat a déclaré « sans émotion » que si les négociations se poursuivaient dans d'aussi mauvaises conditions, il aurait à poser la question de la coalition gouvernementale.

Parmi les autres mesures à venir, on compte une réduction des taxes sur les salaires en faveur des AK de 0,5 % à 0,3 %, et des dispositions législatives visant à faciliter les négociations d'entreprise au détriment des négociations de branche.

Une série très importante de dénationalisations est aussi en cours. Dans un marché financier autrichien étroit qui favorise des prises de participation étrangères, elles soulignent les contradictions de la politique néo-libérale du gouvernement avec les positions nationalistes du FPÖ.

Le démontage social à l'abri des sanctions européennes ?

Les résultats aux élections des AK et dans les municipalités sont mauvais pour le gouvernement. Les manifestations d'opposition sont nombreuses, les sondages sont défavorables aux partis gouvernementaux, mais cela ne ralentit pas l'activisme réformateur du gouvernement. S'agit-il d'un comportement suicidaire ou d'un acharnement idéologique ?

Le gouvernement semble avoir pris en compte dès son entrée en fonction les risques sociaux que sa politique implique. Il poursuit un but clair : celui de rompre

définitivement avec le compromis social et le « néo-corporatisme » autrichien. Cet objectif est historique, et l'occasion politique ne se représentera pas une nouvelle fois de prendre des distances irréversibles. Pour les partisans de cette orientation, bien représentés dans les milieux patronaux, tous les moyens dans ce sens sont bons. Le prix à payer ne peut être trop élevé : celui d'accepter une alliance des chrétiens-démocrates et de l'extrême droite, comme celui de rendre le gouvernement impopulaire et de paver la voie à un retour des sociaux-démocrates à terme. Les syndicalistes autrichiens ajoutent que les dossiers gouvernementaux sortent tout droit des chambres patronales et sont purement et simplement le reflet de la volonté de rupture de certains employeurs avec le modèle hérité de la guerre. Le gouvernement actuel est le bras séculier de cette politique. Lorsque les syndicats se plaignent du comportement « aberrant » du gouvernement au cours des négociations actuellement ouvertes, ils soulignent à travers des exemples particuliers, les différents symptômes de la rupture de période qui vient de se manifester. Contrairement à la période historique précédente, le pouvoir politique affirme sa propre logique, mais aussi la prééminence de la légitimité politique sur toute autre. La souveraineté de l'Etat et du gouvernement ne se mesure pas à celle des AK et encore moins à celle de la rue. Cela s'accompagne de l'affirmation que le pouvoir économique ne se partage plus au sein du monde professionnel, mais qu'il est de la responsabilité unique des chefs d'entreprise.

Dans cette logique, le renforcement des voix socialistes dans les AK ne constitue qu'une péripétie désagréable pour le gouvernement, sans conséquences sur les mesures à venir. Elles pourront être pour-

suivies dans une grande sécurité institutionnelle. La mandature législative dispose encore de près de quatre ans devant elle. Le SPÖ ne dispose actuellement d'aucune possibilité d'alliance politique. Les Verts sont beaucoup trop faibles pour assurer le complément électoral qui rendrait crédible une alternative.

Pour renforcer la légitimité du politique face à toute autre force sociale, les partis au pouvoir peuvent compter sur les effets des sanctions européennes dans l'opinion publique. Le gouvernement actuel est celui qui affirme haut et fort que les Autrichiens décident chez eux de ce qui doit se passer chez eux, et que les élections politiques priment sur tout autre scrutin. Devant les attaques étrangères, toute volonté d'affaiblissement du gouvernement actuel est une atteinte à l'indépendance politique du pays. « Les sanctions européennes sont le meilleur garant de l'unité du gouvernement. Il pourrait éclater du fait de la pression sociale en particulier sur certains groupes de chrétiens-démocrates » soulignent les syndicalistes de diverses tendances. Les failles au sein du FPÖ sont elles-mêmes très visibles, qui opposent la vice-chancelière et le ministre de l'Economie par exemple. Mais les sanctions européennes contraignent à l'unité face à l'étranger.

Cette logique aide le FPÖ à se renforcer dans la coalition gouvernementale. Il a proposé qu'un référendum d'initiative populaire (*Volksabstimmung*) soit organisé rapidement pour saisir l'état de l'opinion sur les sanctions. L'ÖVP s'est montrée d'abord réticente. Les pièges sont évidents : cela mobilisera l'Europe contre cette coalition, et l'ÖVP se verra entraînée dans le sillage programmatique du FPÖ. Mais le gouvernement pourra en contrepartie s'appuyer sur un large succès de cette initiative auprès des élec-

teurs. Il effacera durablement les traces des échecs connus récemment, et il placera pour un long moment les partis opposants dans le rôle des « partis de l'étranger ». Ce que les opposants au gouvernement ont pu capitaliser dans leur reconquête du terrain sera perdu électoralement et rendu inopérant institutionnellement. Ce référendum mettrait en outre le président Klestil (ÖVP), européen convaincu et réticent à l'actuelle coalition, dans un sérieux embarras. Après la victoire attendue des partis de la coalition au référendum, une crise politique sérieuse pourrait s'ensuivre.

Le gouvernement n'a au demeurant pas que des mauvaises nouvelles à annoncer. Les derniers résultats en matière de chômage sont exceptionnellement bons. Suivant les normes européennes, il est descendu à 3,4 %, certains Länder faisant état de très fortes tensions dans la recherche de salariés qualifiés. L'Autriche « boycottée » obtient des résultats excellents en matière de commerce international. Le tourisme, gros employeur de main-d'œuvre, se développe fort bien. L'Autriche boycottée se porte économiquement mieux que l'Autriche de la coalition antérieure.

Changement de stratégie syndicale ?

Les syndicats savent qu'ils doivent changer de stratégie. Les bons résultats aux élections des AK ne seront pas suffisants pour mettre la coalition dans l'embarras. La voie à suivre reste encore mal éclairée. Plusieurs thèses s'affrontent. Les unes, soutenues en particulier par les Verts, plaident en faveur de mouvements de grèves dans les secteurs les plus durement attaqués par les mesures gouvernementales. Les autres sont plus attentistes. Elles font valoir que la grève n'est pas

AUTRICHE

une tradition ici, et que cela risque d'être pris pour une volonté d'affrontement politique mal compris par les adhérents. L'ÖGB doit en outre tenir compte de sa composition en fractions politiques.

Pour le moment, il s'agit surtout de récupérer l'hégémonie sur le terrain et de le préparer. Un meeting a été organisé à Vienne le 5 mai, qui a réuni plus de 4 000 *Betriebsräte* (conseillers d'établissement) ; il s'agissait de marquer la détermination des salariés et de préparer une journée commune d'action le 16 mai.

En tout état de cause, les syndicats se préparent à une lutte qui sera longue. Les sociaux démocrates peuvent compter sur un relais politique renouvelé et plus attractif. Les plus combattifs d'entre eux ont salué l'arrivée du nouveau leader, Fred Gusenbauer qui remplace Viktor Klima. Le nouvel impétrant a signifié clairement aux congressistes et à son appareil que la reconquête du pouvoir pouvait être une tâche de longue haleine, et que cela passait par des changements profonds dans les méthodes de travail d'un parti au demeurant lourdement endetté. « Red Fred » Gusenbauer passe pour un « camarade rouge, tendance Jospin ». Le dirigeant du puissant syndicat des em-

ployés (GPA), connu pour ses critiques acerbes et les orientations avancées de son organisation, a félicité Gusenbauer d'avoir « évoqué des thèmes que depuis des années je n'avais plus entendus évoquer dans le parti, comme ceux de l'intégration ou des générations ».

Au sein des syndicats, nombre de changements devraient encore avoir lieu, non seulement pour tenir compte du changement de période politique et sociale, mais aussi des exigences des salariés envers les structures qui les représentent.

« L'épisode ÖVP-FPÖ est un plaisir coûteux », commente un leader syndical au vu du changement de comportement électoral des salariés entre les élections législatives d'octobre 1999 et les élections aux AK du printemps 2000. L'avertissement envoyé en octobre à des appareils représentatifs sclérosés semble aujourd'hui avoir dépassé les attentes des électeurs.

Sources :

Arbeiterkammer, Der Standard, Profil, Format, documents syndicaux, enquêtes et interviews en Autriche.